

Lundi, 23 novembre 2020

## Achat de terres agricoles par la région bruxelloise : la FUGEA espère une maladresse politique

Difficile pour une organisation agricole de ne pas réagir à une déclaration aussi surprenante que celle faite par Alain Maron ce matin sur LN24 : la Région Bruxelloise envisage d'acheter, prochainement, des terres agricoles dans les Brabants wallon et flamand afin de préserver la biodiversité et de favoriser une agriculture locale qui pourrait nourrir une partie de la population bruxelloise. Rien que ça ? **Ce projet paraît tellement décalé avec les enjeux actuels du monde agricole qu'on ne peut qu'espérer à une maladresse politique.**

Pour rappel, la mise à disposition de terres à des agriculteurs en Wallonie est encadrée par la loi du bail à ferme. Et une des dispositions principales de cette loi est la liberté de culture pour celles et ceux qui travaillent la terre. Dans ce cadre, la Région ne pourra en aucun cas dicter les orientations stratégiques des exploitations. Sauf, si Bruxelles décide d'agir comme le groupe privé Colruyt (voir notre communiqué du 01/10/20) en imposant de manière coercitive son influence sur le producteur. La FUGEA ose espérer que la politique des autorités publiques en termes d'approvisionnement alimentaire ne va pas se calquer sur les stratégies douteuses d'entreprises privées.

En terme d'accès à la terre, cette annonce pose aussi question. Les marchés du foncier agricole wallon et flamand, sont déjà bouchés (seul 1% des terres ont changé de propriétaire en 2019) et peu voire pas accessible à une majeure partie des agriculteurs tant les terres se vendent chers. On ne peut que craindre que la présence d'une région parmi les potentiels acquéreurs de terres accentue, même involontairement ces phénomènes.

Nourrir la capitale avec une nourriture produite localement et dans le respect de l'environnement est un défi de taille. Mais Alain Maron semble oublier que des agriculteurs travaillant dans le respect de la biodiversité et des filières sont déjà en place aujourd'hui et pourraient, avec une volonté conjointe des deux régions, alimenter la population bruxelloise. Certains producteurs sont d'ailleurs en demande de débouchés. Outre l'existant, il faut continuer à investir des moyens pour structurer des filières courtes de façon coordonnée et concertée.

**La FUGEA déplore l'absence totale de concertation de la Région Bruxelloise avec le secteur agricole au sujet de cette annonce et invite Monsieur le Ministre Maron à une entrevue à ce sujet.**

La FUGEA défend la mise en place de filières territorialisées et locales comme accélérateur de la transition de notre agriculture. Créer une ceinture alimentaire autour de Bruxelles a donc du sens, mais uniquement à travers une collaboration étroite avec les agriculteurs wallons et flamands, et certainement pas par le biais d'achats de terres agricoles. Il nous semble en effet plus judicieux d'investir dans cette direction plutôt que de dépenser de l'argent public dans l'achat de nouvelles terres.

### Contacts

- **Philippe Duvivier** – *Président* : 0491 56 33 86
- **Hugues Falys** – *Porte-parole* : 0497 61 64 14
- **Yves Vandevoorde** – *Coordinateur politique* : 0491 39 49 50
- **Astrid Ayrat** – *Chargée de mission* : 0489 55 00 64

